

# PRESENTATION TECHNIQUE

Appel d'offres ouvert

Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

---

**MARCHE N° : 2569R06AO**  
**SERVICES D'ASSURANCE POUR LES CCI DE LA**  
**REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES, LEURS**  
**ETABLISSEMENTS GERES ET STRUCTURES ASSOCIEES**

---

**POUVOIR ADJUDICATEUR**

**CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes**  
**Centrale d'Achats de CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes**

32 Quai Perrache - CS 10015

69286 LYON CEDEX 02

Site web : [www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr)

Profil acheteur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Cellule marchés publics : [marches@auvergne-rhone-alpes.cci.fr](mailto:marches@auvergne-rhone-alpes.cci.fr)

Ce marché d'assurance IARD a effet au 01/01/2026 concerne, la Chambre de Commerce et d'Industrie de région AUVERGNE-RHÔNE-ALPES agissant tant pour son compte que pour celui des chambres de commerce et d'industrie locale et Territoriales, leurs établissements gérés et structures associées.

Liste des membres de la Centrale d'achats ayant confirmé leur participation à ce lot :

- CCI de région Auvergne- Rhône-Alpes
- CCI Locale Beaujolais (rattachée à la CCI de Région Auvergne-Rhône-Alpes)
- CCI de l'Ain
- CCI de l'Ardèche
- CCI de l'Allier
- CCI du Cantal
- CCI de la Drôme
- CCI de Grenoble
- CCI Nord-Isère
- CCI de la Haute-Loire
- CCI de Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne
- CCI du Puy-de-Dôme
- CCI de Savoie
- CCI de la Haute-Savoie
- ESG Clermont-Ferrand

Liste des SIC\* (Services industriels et commerciaux) gérés par les CCI :

- CCI de la Drôme
  - Aérodrome (26)
- CCI de Grenoble
  - Aérodrome du Versoud (38)
  - Magazine Présence (38)
  - Centre de congrès (38)
- CCI de Lyon
  - Banc National d'Épreuve (42)
- CCI Locale Beaujolais
  - Port fluvial (69)
  - Aérodrome (69)
  - Parcexpo (69)
- CCI de l'Allier
  - Aérodrome (03) (Hors présent marché)

## **1. LE RESEAU DES CCI**

**Un réseau de 125 établissements publics de l'état** de niveau national, régional et de proximité :

- Chambres de commerce et d'industrie territoriales (CCIT),
- 10 CCI locales (CCIL)
- 6 CCI départementales d'Ile-de-France,
- 6 Collectivités d'Outre-Mer et de Nouvelle-Calédonie : Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française, Saint Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna.
- 18 Chambres de commerce et d'industrie de région (CCIR) dont,
  - 5 CCI de région des DOM : Guyane, les Iles de Guadeloupe, La Réunion, Martinique et Mayotte
- et CCI France

**Une activité prolongée à l'international par :**

123 Chambres de commerce et d'industrie françaises à l'international (CCIFI) réparties dans 92 pays.

### **Financement des CCI**

Le financement des Chambres de commerce et d'industrie est assuré par :

- la taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie (TCCI) composée de la taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises (TACFE) et de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (TACVAE) ;
- les recettes provenant de leurs activités propres de formation ou de conseil ;
- La vente ou la rémunération de leurs activités ou des services qu'ils gèrent ;
- la gestion d'équipements comme les ports et les aéroports ;
- Les dividendes et autres produits des participations qu'ils détiennent dans leurs filiales ;
- Les subventions, dons et legs qui leur sont consentis.

**Un régime électoral spécifique depuis 2011 avec une élection à double niveau, local et régional.**

**Les élus au niveau régional sont des élus au niveau local et territorial.**

Les CCIT sont composées de 24 à 60 membres et les CCIR de 30 à 100 membres.

**Les élus à la CCIR et leur suppléant sont membres de la CCIT.**

Le président de la CCIT est élu parmi les membres siégeant à la CCIR. Les présidents des CCIT sont, de droit, vice présidents de la CCIR de rattachement.

Les fonctions de président de CCIR sont incompatibles avec celles de président de CCIT.

## **2. ROLE ET MISSIONS DES CCI**

Les établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie ont chacun, en leur qualité de corps intermédiaire de l'État, une fonction de représentation des intérêts de l'industrie, du commerce et des services auprès des pouvoirs publics ou des autorités étrangères.

Le réseau et, en son sein, chaque établissement contribue au développement économique, à l'attractivité et à l'aménagement des territoires ainsi qu'au soutien des entreprises et de leurs associations en remplissant, dans des conditions fixées par décret, toute mission de service public et toute mission d'intérêt général directement utiles à l'accomplissement de ses missions.

A cet effet, chaque établissement du réseau peut assurer, par tous moyens, y compris par des prestations de services numériques, et dans le respect, le cas échéant, des schémas sectoriels qui lui sont applicables :

- 1° Les missions d'intérêt général qui lui sont confiées par les lois et les règlements ;
- 2° Les missions d'appui, d'accompagnement, de mise en relation et de conseil auprès des créateurs et repreneurs d'entreprises et des entreprises, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de droit de la concurrence ;
- 3° Une mission d'appui et de conseil pour le développement international des entreprises et l'exportation de leur production, en partenariat avec l'agence mentionnée à l'article 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 ;
- 4° Une mission en faveur de la formation professionnelle initiale ou continue grâce, notamment, aux établissements publics et privés d'enseignement qu'il ou elle crée, gère ou finance ;
- 5° Une mission de création et de gestion d'équipements, en particulier portuaires et aéroportuaires ;
- 6° Les missions de nature concurrentielle qui lui ont été confiées par une personne publique ou qui s'avèrent directement utiles pour l'accomplissement de ses autres missions ;
- 7° Toute mission d'expertise, de consultation ou toute étude demandée par les pouvoirs publics sur une question relevant de l'industrie, du commerce, des services, du développement économique, de la formation professionnelle ou de l'aménagement du territoire, sans préjudice des travaux dont il ou elle pourrait prendre l'initiative.

#### **Les missions des CCI**

Leur rôle est d'accompagner, informer, conseiller les entreprises à toutes les étapes de leur développement. Plus largement, elles contribuent au rayonnement économique des territoires à travers un vaste plan d'actions. Interlocutrices permanentes des entreprises pour toutes leurs préoccupations quotidiennes ou stratégiques, la CCI de région et les CCI sont aussi les porte-paroles des dirigeants, apportant un éclairage et leur expertise, auprès des pouvoirs publics et des partenaires institutionnels.

Acteurs de la vie économique locale, ce sont les élus bénévoles qui sont le socle de l'engagement du réseau. Un rôle primordial, fait de l'investissement d'hommes et de femmes passionnés par l'engagement collectif et animés par la volonté de donner de leur temps et de leur expérience au service de tous.

#### **La proximité : un principe essentiel pour le réseau des CCI**

Le savoir-faire du réseau est une expertise au service des entreprises : elles observent et analysent les besoins des entreprises et des territoires, produisent des informations et des avis économiques, contribuent à construire le meilleur environnement possible pour le développement des entreprises et les accompagnent dans leur recherche de compétitivité.

Les Chambres de commerce et d'industrie territoriales (CCIT), les CCI locales, les Chambres de commerce et d'industrie de région (CCIR) et CCI France forment un réseau de proximité au service des entreprises, et du développement économique des territoires.

### **3. LES ACTIVITES PARTICULIERES DES CCIL/T AUVERGNE-RHONE-ALPES**

Principalement :

- La gestion d'un port fluvial et d'aérodromes
- La gestion de SPIC (industriel et commercial)
- La gestion d'écoles et centres de formation
- La gestion d'un Banc national d'épreuves des armes
- La gestion de Palais d'exposition
- La gestion de pépinières

#### **4. LES CCI SONT ETABLISSEMENT DE FORMATION ET GESTIONNAIRES OU PARTENAIRES D'ÉCOLES**

La loi Avenir professionnel du 5 septembre 2018 a opéré une réforme en profondeur de la formation professionnelle.

La formation est l'une des composantes de l'ADN des CCI. Aujourd'hui, 600 000 personnes sont formées chaque année au niveau national dans leurs centres de formation, du CAP au diplôme d'ingénieur ou de Grande école de commerce, par la voie de l'apprentissage, à temps plein ou grâce à la formation continue.

Les CCI développent des actions auprès de différents publics dans le champ de la formation :

- Orientation professionnelle
- Promotion de l'apprentissage
- Enseignement supérieur
- Formation continue
- Formation Bachelor CCI

#### **CARTOGRAPHIE DU RESEAU FORMATION EN AUVERGNE-RHONE-ALPES :**

- **Les « CCI Formation »** centres de formation continue et centres d'études des langues,
  - 20 campus gérés par les CCI « service de chambres »
  - CCI Formation pro Lyon (filialisée au 1er juillet 2021 – CCI Lyon) (hors présent marché).
- **Les Écoles consulaires spécialisées** locales, régionales voire nationales :
  1. CFPF – Formations Forestières (CCI Drôme)
  2. NEOPOLIS – Eco construction et NEOPOLIS Réseaux (CCI Drôme)
  3. École des GOBELINS – Design développement interactif (CCI Haute-Savoie)
  4. IEQT – Management des risques Qualité sécurité environnement (CCI Allier)
  5. Académie du PLM – Numérique (CCI Allier)
  6. ISCO – Institut supérieur de la construction (CCI Grenoble)
  7. EDM – École des managers (CCI Ain et CCI Haute-Savoie)
  8. THD – Très Haut Débit (CCI Cantal)
- **Les Écoles Consulaires locales généralistes :**
  1. EGC de l'Ain (filialisé) (hors présent marché).
  2. EGC Villefontaine
  3. EGC Valence
  4. EKLYA (filialisé) (hors présent marché).

• **Les 9 CFA gérés « service de Chambre » :**

1. CFA IMT (Grenoble)
2. CFA Lanas Fargier (Ardèche)
3. CFA CCID (Drôme)
4. CFA Nord-Isère
5. CFA Annecy
6. CFA Allier
7. CFA Haute-Loire
8. CFA Cantal
9. CFA Clermont-Ferrand

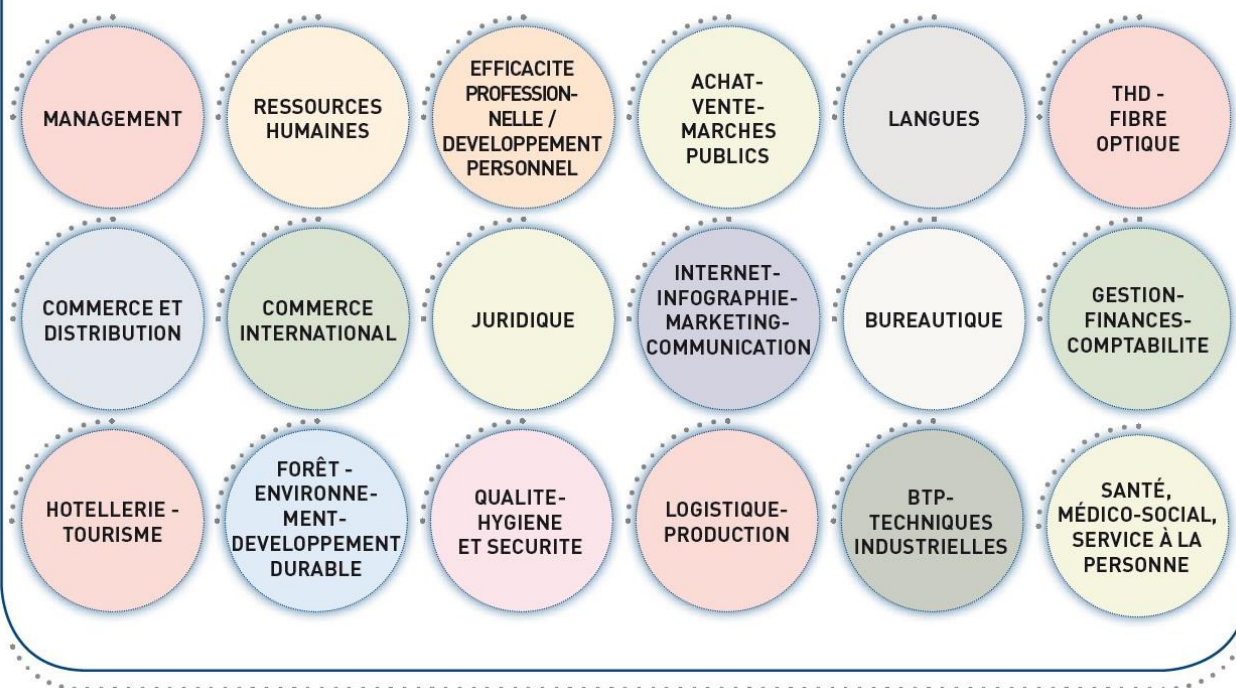
**Chiffres clés de la formation en Auvergne-Rhône-Alpes :**

- 9 CFA et 4 000 apprentis
- 55 500 jeunes et adultes formés chaque année
- 33 200 personnes en formation continue

**NOTA : Les Grands Écoles de management de dimension nationale – internationale**, historiquement gérées par les CCI sont aujourd'hui en gestion autonome (hors présent marché). :

- EM Lyon
- Grenoble École de Management
- ESC Clermont

**350 thèmes de formation inter ou intra entreprise  
répartis dans 18 grandes thématiques**



## **5. ROLE ET MISSIONS DE LA CCIR**

Les CCI de région :

- sont consultées par le Conseil régional pour tout dispositif d'assistance aux entreprises qu'il envisage de créer
- sont associées à l'élaboration du SRADT - Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire et des SCOT – Schéma de cohérence du territoire, si ceux-ci dépassent la circonscription d'une CCIT
- peuvent assurer la maîtrise d'ouvrage de tout projet d'infrastructure ou d'équipement, notamment de transport
- peuvent créer et gérer tout service concourant à l'exercice de leurs missions
- recrutent et gèrent les agents de droit privé nécessaires au bon accomplissement de leurs services publics industriels et commerciaux.

**Les CCIR soutiennent et encadrent les activités des CCIT à ce titre, elles :**

- définissent et adoptent à la majorité des 2/3 une stratégie régionale applicable à l'ensemble de leur circonscription
- adoptent à la majorité simple un budget annuel ; la CCIR vérifie la cohérence des projets de budget des CCIT avec les ressources qui leurs sont allouées, le budget de la CCIR et la stratégie régionale
- établissent un schéma directeur régional qui définit le nombre et la circonscription des CCIT
- élaborent un schéma régional de formation professionnelle en cohérence avec le contrat de plan régional de développement des formations professionnelles
- adoptent des schémas sectoriels dans les domaines suivants :
  - gestion des équipements aéroportuaires et portuaires
  - formation et enseignement
  - aide à la création, à la transmission et au développement des entreprises
  - développement durable
  - développement international
  - intelligence économique
  - recherche et innovation
- répartissent, notamment en conformité avec les schémas sectoriels, la ressource fiscale affectée à la CCIR ; elles peuvent également abonder le budget d'une CCIT pour faire face à des difficultés particulières
- recrutent et gèrent la situation statutaire des personnels de droit public, et les mettent à disposition des CCIT ; elles peuvent déléguer, après autorisation de leur assemblée générale, aux présidents de CCIT le recrutement et la gestion des personnels de droit public nécessaires à leurs missions opérationnelles
- assurent des fonctions d'appui juridique et d'audit au bénéfice des CCIT, et les soutiennent dans la gestion de leurs ressources humaines, comptabilité, communication et systèmes d'information
- peuvent confier, par convention, à une CCIT justifiant d'une expertise particulière la maîtrise d'ouvrage de tout projet d'infrastructure ou d'équipement, la gestion de services industriels et commerciaux, l'administration d'établissements de formation, les fonctions de soutien administratif à l'exception de la paie des agents administratifs
- peuvent prendre des mesures pour pallier les carences des services obligatoires assurés par les CCIT et remplir les missions en lieu et place de la CCIT défaillante ;



- peuvent créer des bases de données d'informations économiques
- remplissent la mission consultative et émettent des avis sur les questions relevant de leur compétence ; ces avis sont communiqués aux CCIT

## **6. LA MUTUALISATION DES FONCTIONS SUPPORTS AU SEIN DU RESEAU REGIONAL AUVERGNE-RHONE-ALPES**

La CCI de région assure, au bénéfice des CCI, des fonctions d'appui et de soutien ainsi que toute mission pouvant faire l'objet d'une mutualisation.

La CCIR évolue dans un contexte de réforme nationale applicable depuis le 1er janvier 2011 au réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie, qui s'est traduit par la mise en œuvre d'une démarche de mutualisation des fonctions support au niveau régional, et en particulier les fonctions suivantes :

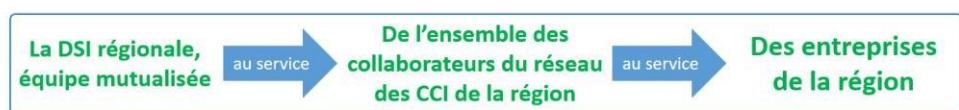
- Informatiques (DSI régionale centralisée)
- RH (gestion de la paie et de la formation professionnelle centralisée)
- DAF (centralisation de la comptabilité client et fournisseurs)
- Marché publics (Cellule régionale commande publique)

## **7. LA MUTUALISATION DU SYSTEME D'INFORMATION ET DE LA FONCTION INFORMATIQUE**

La mutualisation au niveau régional est conduite pour servir plusieurs objectifs :

- Réduction des coûts de fonctionnement et des coûts d'investissement de l'informatique,
- Maintenir le niveau et la qualité de service pour les utilisateurs répartis sur l'ensemble des établissements des CCI de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
- Être en capacité d'accompagner les services métiers ou services opérationnels et les services fonctionnels dans leurs projets d'évolution.

La DSI régionale mutualisée est au service de l'ensemble des collaborateurs des CCI, et par conséquent des clients de ces mêmes CCI. L'illustration ci-dessous présente et reformule les objectifs qui sont les siens.



La Direction régionale des systèmes d'information compte une 40aine de collaborateurs.  
Elle est en **proximité avec chacune des CCI du réseau**, voire leurs établissements (ex. : centres de formation).

Elle est organisée en 3 pôles :

- Applications Métiers/BI
- Applications GRC/WEB/Formation
- Infrastructure et Support

**Clients**  
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

### **Nos CLIENTS**

> 360 000 établissements

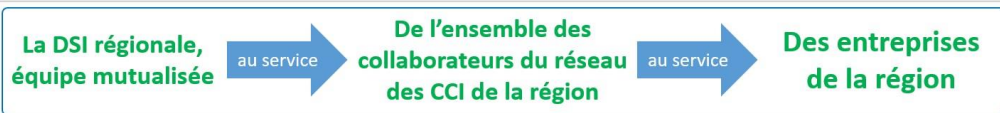
13 CCI T & L  
1 CCI de région  
70 sites  
Hôtels consulaires  
Centres de formation  
Équipements gérés  
Pépinières  
Associations partenaires

1300 utilisateurs CCI  
+ 200 utilisateurs non CCI (Assoc.,...)  
800 vacataires

4000 postes de travail  
750 points d'impression  
350 000 pièces comptables / an  
3 000 paies / mois







Nous sommes engagés à

- **Porter les décisions** du bureau qui représente le réseau des CCI, en matière de **projets structurants** (ex. GRC),
- **Assurer la continuité de service et la sécurité**,
- **Etre force de proposition et identifier les apports bénéfiques des nouvelles technologies** pour le réseau des CCI.

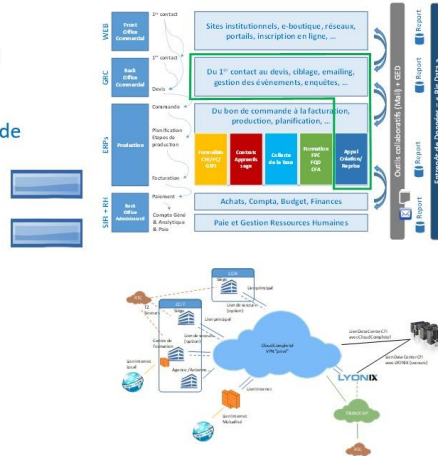


**Réduire les coûts de possession de l'informatique :**

- Coûts récurrents de fonctionnement
- Pertinence des investissements

Leviers d'actions :

- Rationalisation,
- Harmonisation,
- Simplification,
- Optimisation.



Cela se traduit par plusieurs plans directeurs :

- **en matière d'infrastructures** : un datacenter mutualisé pour héberger l'ensemble du système d'information des CCI de la région.
- **en matière de cartographie applicative**
- **en matière de process informatiques**

Dans ce cadre, la CCI de région a mis en place

- Une architecture réseaux commune entre toutes les CCIT de la région Auvergne-Rhône-Alpes reliant ainsi l'ensemble de leurs établissements, architecture de services de télécommunications incluant le transport sécurisé de la voix et des données, en production pour l'ensemble des sites.
- Une architecture unique d'hébergement des moyens de production informatique régionale hébergée dans le Datacenter SHD.
- Chaque site dispose d'un réseau Ethernet TCP/IP organisé dans le cadre d'un plan d'adressage commun, disposant de différents VLAN (voix, postes, wifi, serveurs...).

## **8. CHIFFRES CLES DE L'ACTIVITE DU RESEAU DES CCI AUVERGNE-RHONE-ALPES**

Télécharger le plaquette Corporate – Juin 2025

<https://www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr/agir-plus-fort-ensemble-au-service-des-entreprises-et-des-territoires>



# Les CCI : 1<sup>er</sup> réseau public économique dédié aux 450 000 entreprises d'Auvergne-Rhône-Alpes



## NOS MÉTIERS

**1 CCI DE RÉGION et 13 CCI TERRITORIALES**  
pour agir en hyper-proximité auprès des porteurs de projet, des entreprises, des apprenants et des territoires

**APPUI AUX ENTREPRISES, AUX PORTEURS DE PROJETS ET AUX TERRITOIRES**

**ACCÉLÉRATEUR DES TPE-PME ET DES TERRITOIRES**

**500 ÉLUS CHEFS D'ENTREPRISES**  
engagés bénévolement au service de l'intérêt général

**FORMATION**

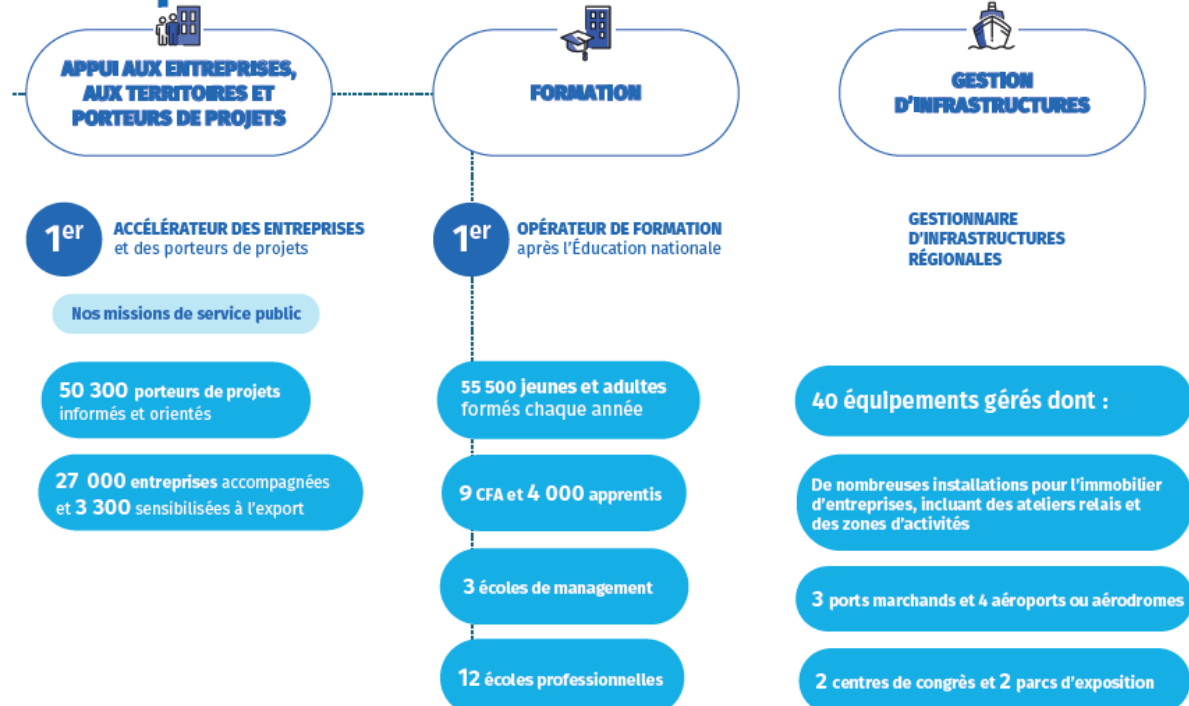
**ACTEUR MAJEUR DES COMPÉTENCES**

**1 400 COLLABORATEURS**  
hors équipements gérés

**GESTION DES INFRASTRUCTURES**

**DÉVELOPPEUR DE TERRITOIRES ATTRACTIFS ET DURABLES**

## L'empreinte du réseau en 2024



## Les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes au rendez-vous de l'action

Le 6 juillet 2023, la Convention d'Objectifs et de Moyens des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes a été signée par la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes avec l'État et CCI France, posant le cadre de leur action jusqu'en 2027.

En 2024, grâce à leur stratégie de proximité et l'efficacité de leur gestion, les CCI ont renforcé leur rôle de relais opérationnels de l'État sur le terrain. En lien avec les priorités de l'État et celles

de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, elles ont accompagné et mobilisé les PME-TPE autour de la réindustrialisation et accompagné les commerçants fragilisés, notamment à l'occasion des inondations de l'automne 2024.

De même, en appui aux politiques publiques, elles ont renforcé leur engagement dans le domaine des transitions écologique, numérique et RH, affirmant ainsi leur utilité concrète dans les territoires.

### AXE 1

#### Accompagner la transition écologique des entreprises et le développement durable des territoires



##### Thématiques abordées

- Sobriété énergétique
- Sobriété et efficacité hydriques
- Économie circulaire
- Eau-biodiversité
- Déchets
- Écologie industrielle et territoriale
- Adaptation au changement climatique
- Consommation limitée de foncier (ZAN)
- Animation de réseaux d'entreprises
- Émergence et animation de filières économiques durables
- Soutien à la relocalisation / réindustrialisation

##### Indicateurs d'activité, d'impact, de qualité, et de performance en 2024

Nombre d'entreprises accompagnées dans leurs transformations écologiques	3 191
Nombre d'acteurs publics locaux et d'écosystèmes territoriaux accompagnés	968

##### NOS DÉFIS

Accroître le nombre de PME-TPE engagées dans la transition écologique, en intensifiant les initiatives pour une gestion durable des ressources et en renforçant les formations liées à l'écologie industrielle.

##### Affectation de TCCI axe 1

Prévisionnel 2024	20 %
Réalisé 2024	20,7 %



## AXE 2 Transitions numérique, RH et économique



### Thématiques abordées

- Pour la transformation numérique des entreprises : Cybersécurité, RGPD, Industrie 4.0, E-marketing, vente en ligne...
- Pour la transformation RH des entreprises : marque employeur, recrutement, maintien en emploi...
- Pour la transformation économique des entreprises : recherche de financement, développement commercial, innovation, compétitivité...

### Affectation de TCCI axe 2

Prévisionnel 2024	25 %
Réalisé 2024	28,3 %

### Indicateurs d'activité, d'impact, de qualité, et de performance en 2024

Nombre d'entreprises sensibilisées au Numérique	12 065
Nombre d'entreprises accompagnées au Numérique	3 128
Nombre d'entreprises sensibilisées RH	12 410
Nombre d'entreprises accompagnées RH	1 941
Nombre d'entreprises sensibilisées à l'Innovation/compétitivité, Financement, Développement commercial	29 424
Nombre d'entreprises accompagnées à l'Innovation/compétitivité, Financement, Développement commercial	7 601

### NOS DÉFIS

Engager les PME-TPE face aux enjeux de l'économie digitale, et les accompagner dans l'intégration de stratégies RH innovantes pour stimuler leur croissance économique et les aider à rester compétitives.



## AXE 3 Anticiper, orienter, former et recruter



### Thématiques abordées

- Découverte des métiers
- Anticipation des besoins de formation
- Mini-stages
- Médiation de l'apprentissage
- Apprentissage
- Formation professionnelle initiale et continue

### Affectation de TCCI axe 3

Prévisionnel 2024	2 %
Réalisé 2024	2,4 %

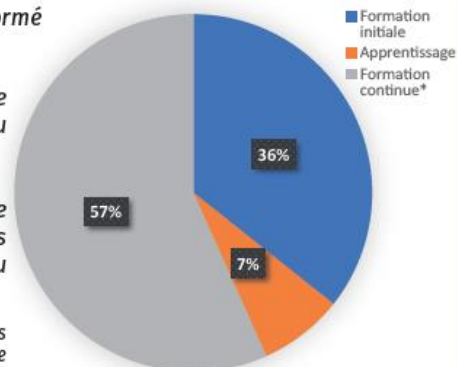
### Indicateurs d'activité, d'impact, de qualité, et de performance en 2024

Nombre de manifestations / Interventions / actions pour promouvoir les métiers	418
Nombre de personnes accueillies lors des manifestations	32 081
Nombre de conventions de mini-stages visées	8 432
Nombre de personnes formées (apprentis, non apprentis et formation continue)	55 002
Taux d'obtention de diplôme (apprentis, non apprentis et formation continue)	88,6 % 97,2 % 83,0 %
Taux d'insertion à 6 mois (apprentis formation initiale, formation continue)	73,0 % 61,0 % 83,0 %

En 2024, le réseau des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes a formé plus de 55 500 personnes dont :

- 19 318 en formation initiale au sein des 3 écoles de management et des 12 écoles professionnelles du réseau régional
- 3 929 apprentis dans les 9 CFA gérés par les CCI
- et 33 255 personnes bénéficiaires d'actions de formation continue dont 28 955 personnes dans les centres de formation des 13 CCIT/L du réseau régional (CCI Formation)

*\*Cette activité ne relève pas des missions de service public fixées dans la Convention d'Objectifs et de Moyens 2023-2027 signée entre l'État, CCI France et la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes, dans la mesure où elle s'inscrit pleinement dans le secteur marchand.*



### NOS DÉFIS

Contribuer à l'effort de formation pour répondre aux besoins en compétences des entreprises et renforcer les synergies entre l'enseignement, les entreprises et les orientations professionnelles régionales.





## AXE 4 Entreprendre et transmettre



### Thématiques abordées

- Création d'entreprise
- Jeune entreprise (moins de 3 ans)
- Transmission et Reprise d'entreprise
- Formalités

### Affectation de TCCI axe 4

Prévisionnel 2024	28 %
Réalisé 2024	26,2 %

### Indicateurs d'activité, d'impact, de qualité, et de performance en 2024

Nombre de sensibilisations aux démarches de formalités nationales	73 162
Réalisation de formalités nationales	30 795
Nombre de personnes sensibilisées à la création / transmission / reprise d'entreprise	15 457
Nombre de personnes accompagnées à la création / transmission / reprise d'entreprise	9 281

### NOS DÉFIS

Renforcer nos programmes et dispositifs d'accompagnement à la création et à la transmission d'entreprise en intensifiant les réseaux de support local pour nos entrepreneurs, et améliorer encore notre plateforme de mise en relation entre vendeurs et acheteurs : Transentreprise.

## AXE 5 Accompagner les entreprises à l'International



### Thématiques abordées

- Volume des exportations
- Nombre d'exportateurs
- Opportunités business à l'export
- Coopération internationale
- Implantation des entreprises à l'étranger

### Affectation de TCCI axe 5

Prévisionnel 2024	13 %
Réalisé 2024	12,9 %

### Indicateurs d'activité, d'impact, de qualité, et de performance en 2024

Nombre de manifestations/interventions/actions menées auprès des entreprises pour promouvoir l'International	89
Nombre d'entreprises sensibilisées à l'export	3 366
Nombre de PME françaises préparées à l'International	682
Nombre de PME françaises projetées sur les marchés étrangers	484

### NOS DÉFIS

Renforcer l'ambition internationale de la première région industrielle de France en proposant des programmes personnalisés d'accompagnement à l'international pour que nos PME osent l'export.

## AXE 6 Représenter les intérêts des entreprises



### Thématiques abordées

- Expression des besoins, des attentes des chefs d'entreprises
- Prises de position auprès des pouvoirs publics et réponses aux sollicitations du Préfet et des services de l'État
- Études et enquêtes auprès des entreprises
- Participation à des instances de concertation et de consultation (association à l'élaboration de schémas stratégiques, de documents d'orientation, de planification et d'urbanisme des collectivités)

### Affectation de TCCI axe 6

Prévisionnel 2024	12 %
Réalisé 2024	9,6 %

### Indicateurs d'activité, d'impact, de qualité, et de performance en 2023

Nombre d'avis émis sur les documents d'orientation, de planification et d'urbanisme	486
Nombre de consultations / visites sur les sites web d'information	3,2 millions
Nombre d'entreprises informées sur les dispositifs de l'État	61 584

### NOS DÉFIS

Faciliter l'implémentation des politiques publiques au sein des PME et TPE en agissant comme un relais clé pour traduire et adapter ces politiques de manière accessible et efficace.

## Équipements gérés\*



### Une quarantaine d'équipements et infrastructures dont :

- 4 aéroports et aérodromes
- 3 ports marchands
- De nombreuses installations pour l'immobilier d'entreprise incluant des ateliers relais et des zones d'activités
- 2 centres de congrès et 2 parcs d'expos
- 5 restaurants interentreprises
- Un banc national d'épreuve des Armes

### Financement

Domaine autofinancé par le réseau hors TCCI

\*Autre activité assurée par les CCI, qui ne relève pas des missions de service public fixées dans la Convention d'Objectifs et de Moyens 2023-2027, signée entre l'État, CCI France et la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes.

### Indicateurs d'activité, d'impact, de qualité, et de performance en 2024

Nombre de visiteurs accueillis dans les centres de congrès	80 000
Nombre de Journées congressiste	20 000
Trafic de marchandise dans nos ports en tonnes	2,4 MT

### NOS DÉFIS

Faire de nos 40 équipements gérés des catalyseurs de croissance économique locale pour le développement des territoires de notre région.





## Nos Chiffres-Clés

Au service des

**450 000**  
**entreprises**

de l'industrie, du commerce  
et des services



**8,4/10**

C'est le **niveau de satisfaction**  
**des entreprises** concernant  
l'accompagnement des  
CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes  
*Enquête OpinionWay, avril 2025*

**50 300** porteurs de projets sensibilisés  
**9 300** personnes accompagnées à la création,  
transmission et reprise d'entreprises



**27 000** entreprises accompagnées  
dans leur développement dont **3 300** dans  
la sensibilisation à l'international

## Formation

55 500 jeunes et adultes formés chaque année :

- 33 200 personnes en formation continue
- 19 300 étudiants
- 4 000 apprentis



**2,4** millions de tonnes de marchandises gérées  
par nos **3** ports marchands



## Les Chiffres-Clés de la région



**1<sup>re</sup> région**  
**industrielle**

de France avec plus  
de 520 000 emplois  
(salariés et non-salariés)

**Auvergne-Rhône-Alpes,**  
**une puissance**  
**européenne**

**2<sup>e</sup>** région économique de France  
**4<sup>e</sup>** région européenne par le PIB



**1<sup>re</sup>** région de France pour la production  
d'électricité, grâce à deux énergies décarbonées :  
le nucléaire, et l'hydroélectricité

Un taux d'emploi de plus de **68,2%**



**2<sup>e</sup>** région la plus innovante de France, avec  
20% des brevets déposés au niveau national

**Un PIB** de plus de **300 milliards d'euros**  
Plus de 3% du PIB régional consacré  
à la Recherche et au Développement (R&D)



## Une grande région européenne

**300** Md€ de PIB  
**8** millions d'habitants sur **70 000** km<sup>2</sup>

## Nos référents Institutionnels



## Nos organisations professionnelles



## Nos grands partenaires



## Le réseau des CCI

**13** CCI TERRITORIALES  
ET **1** CCI DE RÉGION

**500** ÉLUS  
CHEFS D'ENTREPRISES



**1300**  
COLLABORATEURS  
(hors équipements gérés)

**314 M€** de CHIFFRE D'AFFAIRES  
COMBINÉ en 2024

## Une offre régionale de services

**SOLUCCIO**

Les offres



**50 300** PORTEURS  
DE PROJETS INFORMÉS (par an)

**27 000** ENTREPRISES  
ACCOMPAGNÉES (par an)

**3 300** entreprises sensibilisées  
à l'international par an avec la  
Team France Export Auvergne-Rhône-Alpes



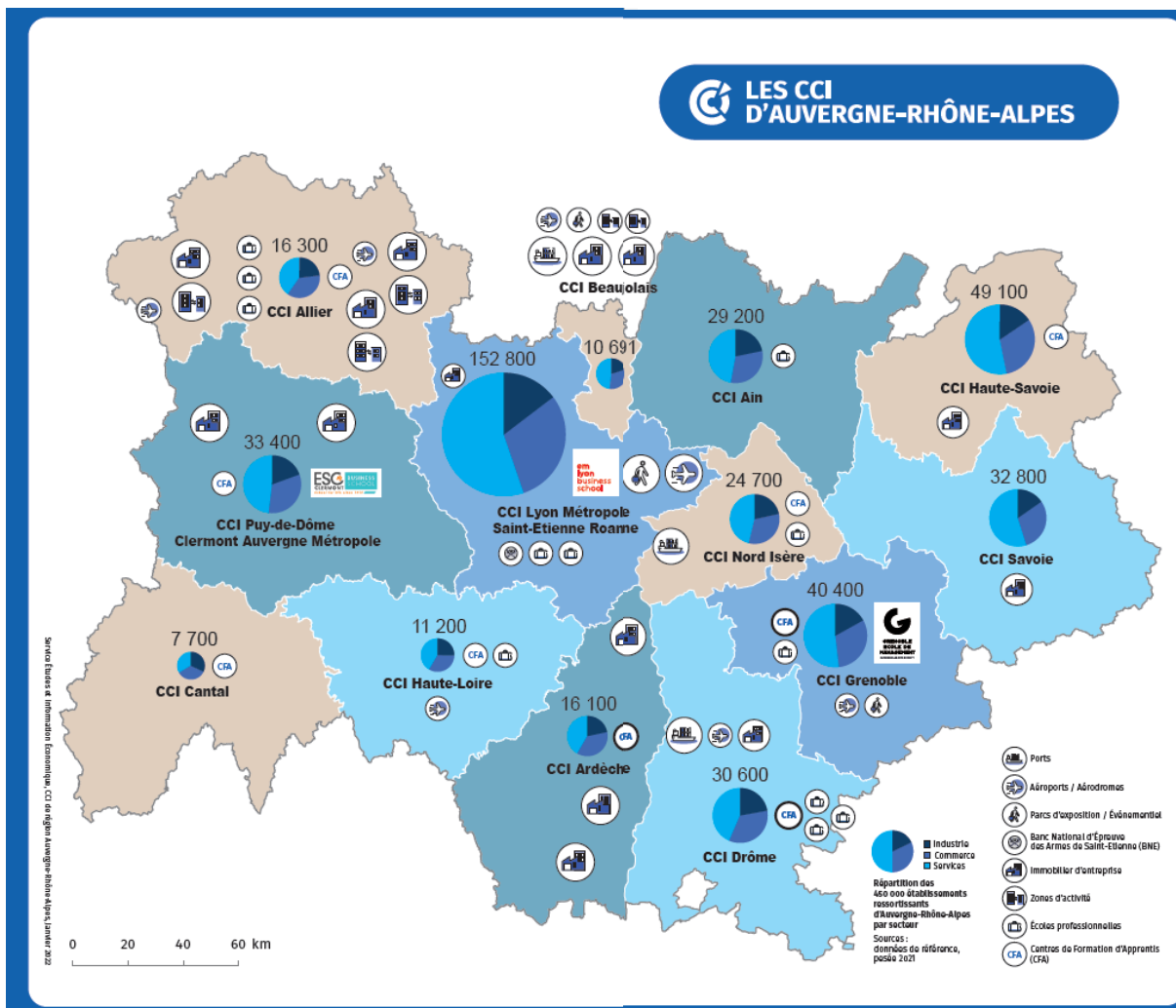
**55 500** Jeunes  
et adultes FORMÉS chaque année

**33 200** personnes  
en FORMATION CONTINUE

**19 500** étudiants  
dans **3** GRANDES ÉCOLES DE MANAGEMENT  
et **12** ÉCOLES PROFESSIONNELLES

**4 000** APPRENTIS dans **9** CFA  
(Centres de Formation d'Apprentis)

Plus de **40** ÉQUIPEMENTS  
GÉRÉS (ports, aérodromes, centres d'affaire...)



## 9. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU PATRIMOINE

Voir annexe « Synthèse des données techniques » fichier excel :  
ONGLETS

- LOT 1BATIMENTS

Structures		Superficies Bâtiments
69 CCIR ARA	CCI Auvergne-Rhône-Alpes	5.312 m2
69 CCIR ARA – CCIL Beaujolais	CCIL Beaujolais	36.842 m2
01	CCIT Ain	10.983 m2
03	CCIT Allier	29.274 m2
07	CCIT Ardèche	12.058 m2
15	CCIT Cantal	5.163 m2

26	CCIT Drôme	20.902 m2
38G	CCIT Grenoble	56.260 m2
38N	CCIT Nord Isère	6.215 m2
43	CCIT Haute - Loire	3.157 m2
63	CCIT Puy de Dôme	12.725 m2
63ESC Clermont	Ecole supérieur commerce Clermont	15.690 m2
69	CCIT Lyon Métropole St Etienne Roanne	89.392 m2
73	CCIT Savoie	9.792 m2
74	CCIT Haute Savoie	12.730 m2
<b>Superficie Totale</b>		<b>326.495 m2</b>

## 9.1 Œuvres d'art

CCI ALLIER :

- Montluçon Tapisserie Aubusson : 22.867 €
- 1 sculpture : 2.300 € CCI PUY DE DOME :
- Tapisserie : 76.225 € (V Achat)
- Peinture sur une pierre de Volvic signée Opus Sloba : 4.570 € (V Achat)

CCI DROME :

- 2 toiles peintre : 1200 €
- Sculpture sur bois : 8 000 €
- Sculpture sur pierre de Ravit : 16 500 €
- 3 litho Cathelin : 2 600 €

## 9.2 Installations spécifiques

### Port Fluvial de Villefranche sur Saône (CCI Beaujolais)

Activité de manutention et le stockage de produits :

Vrac : Céréales, engrais, sables et graviers, bois, métaux...

Conventionnel : Caisses, palettes, caisses clairvoies, big bags...

Bois : Grumes, troncs, billons, fardeaux...

Colis lourds : Colis exceptionnels, hors gabarits, encombrants... Chiffres

clés : 1 850 000 tonnes de marchandises manutentionnées

dont : 900 000 tonnes de marchandises par la voie d'eau et 50 000 tonnes par la voie ferrée

### Aérodrome le Versoud à Grenoble

Code OACI : LFLG

Nom cartographique GRENOBLE LE VERSOUD

Type d'aéroport Civil

Gestionnaire CCI de Grenoble

Le terrain possède une piste en dur de 900 mètres et une piste en herbe

L'aérodrome de Grenoble - Le Versoud regroupe plusieurs activités (Aéroclubs, Travail Aérien, Maintenance, Secours et Formation) :

Importance du trafic : 54 176 mouvements / an (2020)

- Une station d'avitaillement en libre service

### **Aérodrome de Villefranche Tarare**

Code OACI : LFHV

Aérodrome civil, d'activités de loisirs et de tourisme principalement (aviation légère et hélicoptère).

L'aérodrome dispose de deux pistes orientées sud-nord (18/36) :

- une piste bitumée longue de 1 040 mètres et large de 30.

Elle est dotée :

- d'un balisage diurne et nocturne (feux basse intensité),
- d'un indicateur de plan d'approche (PAPI) pour chaque sens d'atterrissage,
- une piste en herbe longue de 880 mètres et large de 60m, et réservée aux aéronefs basés

S'y ajoutent :

- des aires de stationnement,
- des hangars (au nombre de 7),
- un atelier (vol à voile),
- des bureaux (3 immeubles),
- une station d'avitaillement en carburant (100LL et Jet A1) en libre-service,
- un restaurant.

### **9.3 Installations soumises à classement ICPE**

Port de Villefranche sur Saône – Cf Annexe ICPE

### **9.4 Drônes**

Drônes utilisés par la CCI Haute-Savoie pour les cours dans le domaine Digital (Cran Gévrier) :

Nombre : 5 - Prix unitaire (occasion) : 300€

Marque : DJI

Modèle : SPARK

## **10. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX VEHICULES**

Voir annexe « Synthèse des données techniques » fichier excel :

ONGLETS

- LOT 5 FLOTTE AUTO
- LOT 5 VEH PEDAGOGIQUES
- LOT 5 FORMATION AUTO (RC GARAGISTE)
- LOT 5 BRIS DE MACHINE AUTO
- LOT 5 AUTO MISSION

## **11. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA RESPONSABILITE**

### **11.1 Les activités des CCIT-CCIR**

- Prestations de services administratives, informatiques, télématiques, fiscales et para fiscales.
- Orientation vers des conseils nécessaires aux entreprises dans tous les domaines de la gestion, du management, du marketing, de la communication...
- Renseignements sur les procédures et Règlementations à l'international
- Gestion des actes administratifs : certification des signatures, délivrance de certificats d'origine, de carnets A.T.A., délivrance de documents douaniers...
- Les conseils et assistance techniques auprès de toutes entreprises et particuliers, et y compris à l'international
- Recherche de partenariat à l'étranger
- La promotion économique de la Région, et du département
- Intermédiation entre les personnes morales de droit public et de droit privé et la CCI notamment apport d'affaires
- Aide à la constitution de dossiers administratifs,
- Membre CHAMBERSIGN : Délivrance de certificats de signature électronique
- Tenue de fichiers administratifs et économiques et vente de fichiers
- Information, assistance, documentation, renseignements professionnels
- Gestion d'associations et sociétés de services locales en relation avec la promotion de la circonscription,
- Hébergement d'associations diverses
- Mise à disposition de personnel dans le cadre d'associations
- Maître d'œuvre et/ou d'ouvrage d'équipements collectifs, aménagement de zones d'activités ou de constructions
- Gestion d'immeubles à tous usages, location de bureaux, salles de réunion, amphithéâtres.
- Construction et exploitation d'hôtels d'entreprises
- Gestion, animation de pépinières d'entreprises avec services d'accompagnement comme le secrétariat.
- Équipement de zone industrielle et de leur gestion
- Mise en relation d'acheteurs et de vendeurs pour des biens immobiliers, vendeurs et repreneurs d'entreprises
- Exploitation de différents établissements et centres d'enseignement et de formation (CFA, formations par apprentissage sur place et en entreprise, formations continue, formations qualifiantes...)
- Ecoles supérieures de commerce rattachées
- Organisation et/ou participation de salons, expositions, forums et conférences...
- Mise en relations financières et technologiques
- Transmissions de méthodologies auprès d'autres CCI
- Administration d'associations proches de la CCI
- Conseil à l'exportation (avec écrit et facturation)
- Activités culturelles, sociales et commerciales,

- Création et hébergement de sites internet,
- Organisation de transport de personnes,
- Accompagnement social des commerçants,
- Assistance aux entreprises en difficultés,
- Réalisation d'étude de marchés et de faisabilité à partir d'informations ciblées, de données,
- Réalisation et commercialisation d'études et d'enquêtes
- Initiation, sensibilisation et perfectionnement en qualité, sécurité, environnement alimentaire, ...
- Formation-action dans le cadre d'une transmission d'entreprise - Soutien à la création et à la reprise d'entreprises
- Accompagnement sur les démarches de dépôts de marques et/ou de brevets
- Aide, conseils, assistance, renseignements et informations en tous domaines au profit des organisations professionnelles.
- Équipement de zone commerciale et de leur gestion
- Délivrance des cartes professionnelles des vendeurs ambulants et des professions immobilières
- Exploitation d'un banc d'épreuve pour les armes
- La production d'électricité par installation photovoltaïque
- Toutes activités découlant de la propriété ou de la gestion de ports ou concession de port fluvial dont la gestion est déléguée à un tiers
- Exploitation d'une station d'avitaillement
- Embranchement SNCF
- Gestion de plusieurs aérodromes (mais dont l'assurance Responsabilité civile est assurée soit dans le cadre d'un contrat de groupe, soit dans le cadre d'un contrat spécifique et exclue du présent CCTP)
- Gestion d'entrepôts de marchandises
- Activités de manutention et de stockage
- RC Drone de surveillance et photographique
- Formalités des entreprises : prestations de conseil juridique et de rédaction d'actes sous seing privé (agrément juridique en cours cf. décret du 18 mars 2021)
- Prestations juridiques et formalités
- Tenue de fichiers administratifs et économiques et vente de fichiers
- Cession, mise à disposition, transfert de données

Ainsi que toutes les activités annexes, connexes et/ou complémentaires s'y rapportant directement ou indirectement

Voir annexe « Synthèse des données techniques » fichier excel :

ONGLETS : « Lot 2 EFFECTIFS SALARIES »

« Lot 2 FORMATION »

« Lots 2-3-4 BUDGET »



## **11.2 Les activités de formation**

Voir annexe « Synthèse des données techniques » fichier excel :

ONGLETS : « Lot 2 FORMATION »

« Lot 5 FORMATION AUTO »

## **12.DEPLACEMENTS**

Voir annexe « Synthèse des données techniques » fichier excel :

ONGLET :

« Lot 6 INDIVIDUELLE ACCIDENT » concernant le déplacement des élus.

## **13.MANIFESTATIONS**

Les CCI accueillent ou organisent des salons et manifestations.

Voir annexe « Synthèse des données techniques » fichier excel :

ONGLETS « Lot 13 ANNULATION MANIF »

## **14.LES FRANCHISES DES CONTRATS ACTUELS**

Dommages aux biens	5.000 €
Responsabilité civile	1.500€ sauf risques aéroportuaires à 5.000€
Protection juridique et Défense pénale des élus	Seuil 400€
RC des dirigeants	sans
Flotte automobile	600 €
Auto Mission	sans
Véhicule pédagogiques	600 €
Bris de machine auto	2.500 €
Individuelle accident	sans
RC Atteinte à l'environnement	5.000 €
Annulation manifestations	1 000 € /sinistre et 5 000 € /année
Dommages aux biens portuaires	5 000 €
Responsabilité civile portuaire	5 000 €